

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accréditation Dans L'assurance Qualité Des Produits Algériens

The Effectiveness of Standardization and Accreditation Organisms To Ensure The Quality of Algerian Products

Louchene Mohamed, Université Batna1, Algérie,

mohamed.louchene@univ-batna.dz

Reçu le:15/04/2022

Accepté le:15/03/2023

Publié le:16/06/2023

Résumé :

La normalisation est l'un des sujets qui a suscité l'intérêt du monde des affaires en Algérie, à travers une utilisation unifiée et répétée d'un ensemble de systèmes visant à confronter les problèmes réels techniques et commerciaux liés aux produits, biens et services. Par conséquent, la normalisation vise à assurer la cohérence des produits et leur compatibilité avec les désirs du consommateur, il était donc nécessaire de veiller à faire prendre conscience de l'importance d'améliorer la qualité pour fournir des produits de qualité au consommateur et lutter contre les fraudes, les contrefaçons et les produits de qualité inférieure qui ne sont pas conformes aux normes.

Mots clés: Accréditation ; standardisation ; Prix Algérien de la Qualité.

Abstract:

Standardization is one of the subjects that has won the interest of the business world in Algeria, through a unified and repeated use of a set of systems aimed at confronting the real technical and commercial problems related to products, goods and services. . Therefore, standardization is aimed at ensuring the consistency of products and their compatibility with the desires of the consumer, so it was necessary to ensure that there was awareness of the importance of improving quality to provide quality products to the consumer and to fight against fraud, counterfeiting and substandard products that do not meet standards in order to preserve health, safety and protect the environment.

Key words: Accreditation; Standardization; Algerian Quality Award.

Introduction

Aujourd'hui, le monde est témoin d'un état de changement et de développement dans lesquels tout le monde se lance dans une course effrénée afin de contrôler les marchés et gagner les taux de croissance élevés, dans lesquels chaque pays intègre toutes les technologies, capacités ainsi que toutes les compétences et connaissances à sa disposition dont l'expérience, la technologie et les connaissances se classent en premier. A la lumière de tous ces changements récents, les entreprises économiques sont confrontées à des choix difficiles afin de maintenir leur survie.

La performance globale de toute entreprise est liée d'une part à la performance des diverses fonctions économiques et organisationnelles, d'autre part, à celle de l'individu au sein de l'entreprise, qui est évaluée par une variété de mesures, à travers lesquelles ses performances sont mesurées et évaluées afin de s'assurer que les systèmes de travail et les moyens de mise en œuvre à chaque niveau de gestion puissent réaliser le taux le plus élevé de productivité au moindre coût dans le moins de temps possible et à un niveau de qualité bien approprié. La performance de chaque niveau de gestion est mesurée par un autre ensemble de critères, cependant, les mesures qui sont le plus souvent utilisées sont celles de l'efficacité de l'organisation pour mesurer la performance de celle-ci afin de déterminer à quel point elle est proche de l'efficacité, en incluant les mesures de l'efficacité économique, politique, interne, externe, celle du contrôle et l'environnementale.

1. Le cadre général de l'étude

La politique d'ouverture économique algérienne conduira inévitablement à des déséquilibres et fluctuations importants au niveau des performances des entreprises économiques, notamment les entreprises agroalimentaires, dus à l'absence de structures organisées et de règles solides qui leur permettraient d'accompagner ces changements. De ce fait, il a fallu adopter une stratégie de changement qui leur permettrait de faire face à cette concurrence féroce qui ne reconnaît que la survie du plus fort. Certains voyaient l'importance de se référer aux demandes et besoins de la qualité totale pour effectuer ces changements. Cette norme apparue au début des années quatre-vingt dans les entreprises américaines, qui étaient convaincues de la nécessité de faire évoluer les modèles de gestion vers les principes de

L'efficacité Des Organismes De Normalisation et D'accréditation Dans L'assurance Qualité Des Produits Algériens

la qualité totale appliqués par les entreprises japonaises. Si les entreprises américaines, malgré leur efficacité organisationnelle et managériale, ont changé de voie et de stratégie, qu'est-ce qui empêcherait les entreprises algériennes d'adopter une telle stratégie efficace afin d'améliorer la performance globale des entreprises économiques ?

1.1. La problématique

La question que l'on se pose dans notre travail de recherche est : Quel est l'impact des organismes de normalisation et d'accréditation sur la qualité des produits en Algérie ?

Afin de répondre à cette question, deux hypothèses ont été proposées :

- Il y aurait un intérêt pour les normes de qualité requises selon les normes internationales.
- Les organismes de normalisation accrédités en Algérie auraient un rôle à jouer pour garantir la qualité des produits fabriqués localement.

2.1. Objectifs

Notre objectif sera ainsi de contribuer à enrichir les connaissances théoriques et appliquées sur le rôle des organismes de normalisation dans l'avancement de la roue de la croissance et les approfondir sur la manière d'établir un système de normalisation dans l'entreprise industrielle algérienne en particulier.

3.1. L'importance de l'étude

Les hydrocarbures et le gaz naturel représentent la principale source de l'économie et les revenus en l'Algérie, ce qui a provoqué de grandes pressions en cherchant à diversifier les sources du revenu national en activant les secteurs économiques. Afin de faire progresser ce secteur sensible, il était nécessaire de bénéficier des expériences mondiales, ce qui a conduit à la nécessité d'adopter et d'appliquer des systèmes de qualité internationaux, et s'intéresser à la nouvelle tendance des entreprises mondiales à améliorer leur performance au niveau fonctionnel, relationnel et social ainsi que la localisation de divers systèmes normatifs liés à la gestion de la qualité comme moyen

de sortir de la crise de la dépendance alimentaire et de la mauvaise qualité des produits locaux.

4.1. Étudier les hypothèses

Afin de répondre à notre question de recherche, deux d'hypothèses principales ont été proposées :

- **Hypothèse 1** : Il existerait un intérêt pour les normes de qualité exigées selon les normes internationales sous la supervision d'organisations et d'agences gouvernementales.
- **Hypothèse 2** : Les organismes de normalisation et d'accréditation en Algérie auraient un rôle à jouer dans l'assurance qualité des produits fabriqués localement.

5.1. Méthodologie de travail

Afin de répondre à notre question du départ et valider ces hypothèses, nous nous sommes appuyé sur une démarche descriptive et inductive, qui vise à obtenir les informations nécessaires sur cette étude, en essayant d'analyser ces faits et leur trouver des explications pour arriver à une formulation de recommandations et de suggestions adaptées à notre étude.

L'Algérie accuse un retard immense dans le domaine de normalisation et d'accréditation. Sur le plan pratique, l'entreprise algérienne ne s'est pas suffisamment intégrée aux exigences des normes internationales de qualité. Trois méthodes illustrent cette situation : le manque de compétitivité des produits, la méconnaissance concernant les bénéfices de la qualité de la part des managers et la faiblesse dont souffrent les entreprises algériennes, principalement le manque de contrôle au niveau des processus de production.

A travers cette étude, nous essayerons d'aborder les différentes étapes de la normalisation en Algérie, nous définirons par la suite les organismes de normalisation et d'accréditation, nous finirons par le Prix Algérien de la Qualité.

2. La réalité de l'évaluation en Algérie

La mondialisation des marchés et le développement rapide des technologies de l'information et de la communication ont conduit à la nécessité de créer un langage compréhensible et commun entre les différents agents économiques à travers le monde. En conséquence, l'intérêt pour la normalisation est apparu comme un moyen de faciliter

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accreditation Dans L'assurance Qualite Des Produits Algériens

les échanges commerciaux internationaux grâce à la reconnaissance réciproque des certificats de conformité et d'accréditation, ses normes constituent des outils optionnels dans l'organisation des marchés et la concurrence. En Algérie, les premiers signes de normalisation ont commencé depuis l'indépendance dans le cadre de la coopération maghrébine, jusqu'à la mise en place du système algérien de normalisation, qui est à la fois l'outil de gestion et d'organisation des activités de normalisation. Afin de donner une idée sur la réalité de la normalisation en Algérie, cette recherche traitera son origine et son développement en premier lieu, la nature du système algérien de normalisation en deuxième lieu, et le programme national pour obtenir de l'aide et avoir le certificat ISO en dernier lieu. La normalisation en Algérie a pris une grande importance en étant considérée comme un outil d'organisation de l'économie nationale et de promotion de la compétitivité au niveau international. Nous allons définir dans l'élément qui suit la normalisation ainsi que ses étapes et son développement.

2.1. La normalisation

La normalisation au niveau national est l'ensemble des règles techniques agréées et validées par un dispositif certifié, résultant d'un effort et d'un choix collectif réfléchi d'opérateurs économiques et d'assistants sociaux, de producteurs, d'utilisateurs et de partenaires recommandant, afin de trouver des relations communes entre eux et travailler à les développer et les améliorer. C'est aussi une activité qui vise à fournir divers documents de référence qui contiennent des solutions à des problèmes techniques et commerciaux des biens et services, qui sont fréquemment introduits dans les relations entre partenaires économistes, scientifiques, techniciens. La normalisation est une activité qui propose des solutions aux problèmes qui peuvent survenir entre les différents clients en ce qui concerne les produits (biens et services), en fixant des critères et des normes objectives avec l'accord de tous.

2.2. Objectifs de l'activité de normalisation en Algérie

L'Institut Algérien de Normalisation (IANOR) est l'organisme algérien qui représente son pays auprès de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). C'est une activité particulière

liée à la formulation de dispositions d'usage uniformes et répétées face à des problèmes sociaux réels, dont le but est d'atteindre de nombreux objectifs, notamment :

- assurer la sécurité des personnes et des biens ;
- protéger la santé et la vie ;
- protection des océans ;
- protection du consommateur et des intérêts collectifs ;
- augmenter la productivité du travail ;
- Protéger l'héritage en promouvant la maintenance ;
- Intégration de la production nationale et évaluation des ressources naturelles du pays ;
- l'amélioration de la qualité des biens et services ;
- Élimination des barrières techniques aux échanges et au commerce.

Sur cette base, la normalisation constitue un outil strict, nécessaire et efficace dans la phase d'organisation et du développement de l'économie nationale.

3. Le processus de la normalisation enAlgérie

La normalisation en Algérie est passée par plusieurs étapes dont :

3.1. La première étape (1963-1973) : la création de l'Organisation maghrébine de normalisation

Après son indépendance, l'Algérie a cherché à réaliser l'intégration économique avec les pays du Maghreb situés sur les rives de la Méditerranée, et la normalisation y est apparue comme un outil de développement, en construisant une industrie qui puise ses racines dans les analyses et les études menées par le Conseil des ministres Maghrébins dans le cadre du protocole d'accord de Tanger du 22 novembre 1964. Plusieurs études ont été menées dans chacun de ces pays afin d'évaluer l'état des activités de normalisation et de contrôle de qualité, au niveau national.

L'un des membres actifs a créé le département de coordination et de normalisation Maghrébin(SECONOM), afin d'assurer la coopération entre les pays du Maghreb arabe, la Libye était la première station de rencontre le 6 et 7 mai 1970. Cet intérêt s'est traduit par un ensemble de recommandations qui ont conduit à la

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accreditation Dans L'assurance Qualite Des Produits Algériens

naissance du Comité maghrébin de normalisation (COMANOR), un programme de travail a été élaboré visant à atteindre les résultats suivants :

- Créer un référentiel de documents.
- Normes internationales ISO, CEI.
- normes nationales, étrangères DIN, AFNOR.
- normes régionales.

Ce département a pour objectif également de préparer un programme de normalisation visant à s'adapter aux normes internationales et à former des cadres dans les domaines de la normalisation. Cependant, ce programme n'a pas atteint l'objectif souhaité et a été immédiatement dissout en 1970. A la suite des résultats de la dernière période, le ministre algérien de l'Industrie et de l'Energie de l'époque, a mené une importante étude visant à connaître les besoins du pays en matière de normalisation, et à déterminer le type d'organisations aidant à le faire, et à la suite de cette étude, il a été décidé de créer l'Institut algérien de normalisation et de propriété industrielle (INAPI) en novembre 1973.

3.2. La deuxième étape (1973-1980) : représentation de l'Algérie dans l'Organisation internationale de normalisation par (INAPI)

Cette étape est caractérisée par le degré d'intérêt de l'institut algérien de normalisation et la propriété industrielle dans la nécessité d'acquérir une plus grande connaissance dans le domaine de la normalisation, à travers la formation de cadres et l'organisation de forums, de formations et de journées d'études encadrées par des experts étrangers. A cet égard s'est tenue la troisième conférence internationale concernant les pays en voie de développement, ainsi que le concours de l'Organisation internationale de normalisation ISO et du Bureau des Nations Unies pour le développement de l'Industrie. Quant à la réglementation des activités de normalisation, six comités ont été créés pour entreprendre les matériaux d'emballage métalliques, les outils de construction, les lampes et leurs accessoires ainsi que les huiles de table sur les normes nationales. Les résultats étaient très

faibles, une seule copie des projets a été réalisée, celle des huiles de table et des ampoules électriques.

La caractéristique la plus importante dans cette étape est l'adhésion de l'institut algérien de normalisation et de propriété industrielle (INAPI) en 1976 à l'Organisation internationale de normalisation, dont il est devenu membre, et son objectif était d'établir sa présence et bénéficier de l'expérience internationale dans ce domaine.

3.3. La troisième étape (1980-1989) : le développement de la normalisation dans l'entreprise algérienne

Selon le circulaire ministériel n° 75-31 du 15 octobre 1975, les entreprises sont tenues de se référer aux normes étrangères, selon leurs priorités, qui sont: normes internationales ISO, CEI et ASMO et normes régionales CEN. Afin de développer la normalisation dans les entreprises, l'institut algérien de normalisation et de la propriété industrielle a développé une organisation sectorielle, dans laquelle les entreprises travaillent sous la tutelle de l'institut, et coordonnent entre les activités de normalisation et de restructuration en séparant la production, la distribution et le développement.

Quatre sous-comités ont été renouvelés, à savoir : l'industrie artisanale, l'industrie alimentaire, l'industrie chimique et les matériaux de construction. Leurs tâches étaient :

- Choisir la proposition émise soit par l'Institut Algérien de la Normalisation et de la propriété industrielle, ou par l'entreprise afin d'élaborer les normes définitives.
- Étude et analyse de normes élaborées par les entreprises.
- Soumettre les projets des normes aux enquêtes des entreprises concernées et en tirer les conclusions.
- Adopter et éditer les projets de normes, et les présenter au directeur général de l'entreprise concernée.

Les travaux de ces comités ont duré jusqu'à l'année 1989, dès cette année la normalisation a été diffusée au niveau national, et les résultats obtenus étaient encourageants puisque près de 516 normes ont été adoptées au 31/12/1989.

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accreditation Dans L'assurance Qualite Des Produits Algériens

3.4. La quatrième étape (après 1989) : le développement de la normalisation nationale

L'adoption du projet de loi relative à la normalisation par le Conseil des Ministres le 27/09/1988, a conduit au démarrage effectif de la normalisation nationale par la mise en place de onze comités techniques nationaux en 1989. Le contenu des normes de ces comités rassemble les parties concernées, producteurs, distributeurs, utilisateurs ainsi que les organismes de recherche et les administrations centrales. Mais après quatre années de travail, la gestion est devenue difficile, ce qui a conduit à les étendre à 47 comités techniques, conformément à l'article premier du décret n° 06/11/1990 relatif à l'élaboration des normes, jusqu'à ce que le nombre de comités en 2010 atteigne 63 comités techniques nationaux qui comprennent des représentants d'entreprises et organismes publics, les opérateurs économiques, les organisations de protection du consommateur et de l'environnement, en référence à la décision du 11/03/1990, dans laquelle les normes ont été élaborées conformément aux dispositions stipulées dans le décret exécutif n° 132-190 du 15/05/1990 qui concerne l'organisation de la normalisation et sa gestion. Ce qui a caractérisé cette étape c'est la division de l'Institut algérien de la propriété industrielle (INAPI) en deux entreprises : l'Institut algérien de la propriété industrielle (INAPI) et l'institut algérien de normalisation (IANOR).

4. Les organismes de normalisation en Algérie

4.1. L'institut algérien de normalisation (IANOR)

L'institut algérien de normalisation a été créé par le décret exécutif 09-98 du 21 février 1998 modifié et complété par le décret exécutif n°11-20 du 25/01/2011, dans le cadre de la restructuration de l'institut algérien de normalisation et de propriété industrielle (INAPI), et a obtenu la norme internationale ISO 9000 an 2000 par le bureau international ATB. vinçote-sa à Bruxelles en Belgique le 26/03/2007. Cet institut travaille sous la tutelle du Ministère de l'Industrie, des petites et moyennes entreprises et de la promotion des investissements. Ses missions sont les suivantes :

1- Établir un ensemble de normes de référence dans le domaine de la qualité exigée des opérateurs économiques, étant donné que

l'institut algérien de normalisation est considéré comme un opérateur économique et social, car il facilite le processus d'initiation des processus de normalisation, en fournissant les informations nécessaires et services pour localiser le système qualité dans l'entreprise.

2- Aider les clients à adopter les normes de référence dans le domaine de la qualité en évaluant la variété des produits et des services d'information, et fournir le support nécessaire afin d'obtenir des techniques et des outils modernes dans le domaine de la qualité.

3- Aider les clients à appliquer les référentiels qualité en dispensant une formation adaptée aux outils de contrôle qualité, aux audits internes et externes, animer des conseils de suivi des systèmes qualité, et travailler à l'intégration de la démarche des caractéristiques et des normes de la qualité ainsi que la démarche d'amélioration continue dans la stratégie générale des entreprises économiques.

4- Faire des propositions afin d'obtenir un standard de qualité, puisque cette norme est récemment devenue un argument et une exigence commerciale aux yeux du consommateur, l'institut algérien de normalisation a donc proposé une norme de la qualité du produit, qui ça s'appelait " TEDJ".

5- Application des accords et conventions internationaux en matière de qualité et de normalisation dont fait partie l'Algérie.

L'institut algérien de normalisation a élaboré environ 552 normes de qualité au cours de l'année 2011, contre 600 normes en 2010. L'institut espérait atteindre la formulation de 1000 normes de qualité en 2014, en cherchant également à assurer le suivi des conventions signées avec les concessionnaires étrangers dans le domaine de la reconnaissance mutuelle des certificats de conformité, ce qui est le cas des organismes de normalisation américains, européens, russes et maghrébins. Étiqueter (labellisation) sur les produits agricoles est en cours de construction qui affectera environ 500 entreprises agricoles dans un premier temps. Quant aux entreprises algériennes, environ 1100 entreprises nationales titulaires d'un certificat (ISO 9001), ce qui est insuffisant compte tenu de l'importance et de la densité du tissu économique et industriel, on s'attend à ce que la normalisation devienne une transition inévitable qui affecte tous les produits et activités économiques. Cependant , l'Algérie lui reste beaucoup de travail par rapport à son classement 46e au niveau mondial en termes de normalisation, deuxième dans le

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accreditation Dans L'assurance Qualite Des Produits Algériens

monde arabe et troisième en Afrique après l'Afrique du Sud et l'Égypte.

4.2. L'institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI)

Travaillant sous la tutelle du Ministère de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion des Investissements, l'institut national algérien de la propriété industrielle a été créé par décret exécutif n°69-98 du 21 février 1998, dans le cadre de la restructuration de l'institut d'origine. (Institut algérien de la normalisation et de la propriété industrielle). L'Algérie étant membre de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle, cela requiert que l'activité de L'INAPI ait une dimension internationale dans un cadre juridique spécifique imposé par la législation nationale et les obligations internationales. La modernisation de l'institut était une conséquence inévitable des transformations en cours dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, en plus, la propriété industrielle est devenue hors du contrôle de l'environnement économique national, pour cela la recherche technique doit être en contact constant et permanent avec la bibliothèque des certificats délivrés par l'INAPI. Cette bibliothèque représente un grand espace pour fournir aux entreprises des informations liées au domaine technique et technologique moderne.

Dans ce contexte, l'institut agit comme moteur et guide du développement économique et des entreprises algériennes en facilitant l'accès à la propriété industrielle, qui représente un facteur clé dans la stratégie du développement économique fondée sur l'innovation technique et industrielle, c'est pourquoi l'INAPI vise à soutenir six axes stratégiques :

- Améliorer le service proposé aux utilisateurs en réduisant les délais de livraison des commandes.
- Faciliter l'accès à l'information via le site Internet de l'Institut www.inapi.org.
- Favoriser l'accès à la propriété industrielle pour y consacrer et activer la production créative.
- Contribuer à l'amélioration de l'environnement juridique, législatif et politique.

- Considérer l'institut comme un facteur majeur d'élimination de la contrefaçon en soutenant la politique d'innovation et de renouvellement productif.
- Poursuivre le processus d'amélioration interne de la culture des procédures et des processus à la culture de l'amélioration de la qualité des services fournis.

Par ailleurs, la libéralisation et l'ouverture de l'économie nationale et tous les efforts de sensibilisation de la société algérienne et des entreprises industrielles en matière de propriété industrielle conduisent à une augmentation significative de l'activité de l'INAPI, car le nombre de dossiers déposés à l'institut a fortement augmenté au cours de la période 1990-2009, notamment au cours des dernières années.

5. Organismes d'accréditation en Algérie

L'organisme national d'accréditation a été créé pour compléter le reste des structures de normalisation existantes, dont il a été question précédemment, sa mise en place s'inscrit dans le cadre du renforcement de la voie initiée par les pouvoirs publics, qui visent à améliorer la concurrence entre les entreprises algériennes et faciliter leur intégration dans l'économie mondiale.

5.1. Organisme algérien d'accréditation(ALGERAC)

Cet organisme a été institué par le décret exécutif n°05-466 le 06 décembre 2005. C'est un organisme public à caractère industriel et commercial, caractérisé par la personnalité juridique et l'indépendance financière. Elle travaille sous la tutelle du Ministère de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion des Investissements.

5.2. Tâches de l'organisme algérien d'accréditation(ALGERAC)

Cet organisme a été créé afin d'accorder l'accréditation à chaque organisme pour évaluer la conformité, dans ce contexte, il est chargé des tâches suivantes :

- Établir un organisme national d'accréditation qui répond à toutes les normes nationales et internationales existantes.
- Préparation de l'infrastructure pour les contrôles de qualité.

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accreditation Dans L'assurance Qualite Des Produits Algériens

- Évaluation des capacités et des compétences des organismes d'évaluation de la conformité (COU).
- Diriger le renouvellement, l'annulation et le retrait des décisions d'accréditation des organismes de l'évaluation de la conformité.
- Finir tous les contrats et accords liés aux programmes d'activités de l'organisme avec des organismes étrangers similaires.
- Représenter l'Algérie dans les organismes internationaux et régionaux similaires.
- Publier et distribuer des magazines, des livres et des périodiques spécialisés liés aux sujets d'accréditation.

5.3. Les principales activités de l'organisme algérien d'accréditation(ALGERAC)

Il existe un seul critère, c'est (**ISO1 7011 :2004**) qui définit les exigences de base pour les organismes d'accréditation, qui affectent :

- Laboratoires d'essais et de normalisation (**ISO/CEI 17025**).
- Organismes de contrôle (**ISO/CEI 17020**).
- Organismes de normalisation liés aux :
 - systèmes (**ISO/CEI 17021**).
 - Produits (**GUIDE ISO 65**).
 - personnes (**ISO/CEI 17024**).

Les conditions et avantages de l'accréditation par ces organismes d'évaluation reposent principalement sur des normes nationales et internationales appropriées, donc le succès d'ALGERAC mise beaucoup sur ses capacités en :

- Promouvant et développant le marché de l'accréditation dans la bonne direction.
- Le reconnaître comme un acteur nécessaire pour améliorer la qualité du produit algérien.

L'accréditation est un certificat délivré par l'organisme d'évaluation de la conformité, qui comprend une preuve officielle de la compétence de l'organisme à effectuer des tâches spécifiques d'évaluation de la conformité. Cette opération n'est pas seulement un facteur de promotion des exportations, mais aussi un moyen au service

des pouvoirs publics afin de développer la dimension économique du pays. La généralisation de la confiance dans le degré de conformité des produits et services au regard des exigences et des contraintes, est très importante pour lever les barrières techniques dans le domaine des échanges commerciaux, à travers l'instauration d'une concurrence loyale et l'approbation du fonctionnement des marchés.

L'accréditation est également un outil important pour interpréter l'efficacité des organismes d'évaluation de la conformité, condition nécessaire à l'entrée du commerce international dans nos entreprises, et pour lever les obstacles techniques dans le domaine des échanges commerciaux extérieurs.

5.4. Travaux menés par(ALGERAC)

En juillet 2007, dans le cadre de la coopération internationale, l'organisme nationale d'accréditation (ALGERAC) a développé un système de documents nécessaires pour chaque organisme conforme à la norme internationale 17011, et a constitué une cellule d'évaluateurs et d'experts techniques sur les normes internationales (17 025, 17020, 17021) et a également formé de nombreux spécialistes auprès de certains organismes nationaux (laboratoires, inspecteurs, organismes d'étalonnage).

Jusqu'en 2008, et en examinant l'analyse minutieuse de la situation des organismes chargés de l'évaluation de la conformité, il est devenu clair que peu de ces organismes peuvent mener des activités d'évaluation de la conformité pour de nombreuses raisons, dont la plus importante est peut-être l'incapacité de certains organismes à se conformer aux programmes d'affaires pour les cinq prochaines années. Considérant que l'Organisme algérien d'accréditation est un organisme nouvellement créé, il a été décidé de mener une série de campagnes de sensibilisation auprès des organismes d'évaluation de la conformité, notamment auprès des organismes ministériels chargés de donner des autorisations liées à l'évaluation de la conformité. L'organisme a également décidé de sensibiliser le plus grand nombre possible d'organismes publics d'évaluation de la conformité de l'état aux bénéfices de l'accréditation, notamment les entreprises économiques qui travaillent dans les domaines (énergie, bâtiment, travaux publics, santé, industrie, hydraulique. etc.) et l'importance de travailler avec les principes de l'accréditation au niveau de ces organismes.

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accreditation Dans L'assurance Qualite Des Produits Algériens

Quant au niveau international, ALGERAC est membre associé depuis septembre 2011 du laboratoire national d'accréditation, et membre fondateur de la Commission Arabe d'accréditation (2010 au Caire). Il a également déposé une demande de reconnaissance auprès de l'organisme européen d'accréditation. Au niveau national, le directeur de l'institut algérien a estimé que le nombre d'organismes accrédités par l'institut atteindrait environ 55 unités au cours de l'année 2013, au cours des années 2011 et 2012, l'accréditation a été retirée de deux organismes accrédités, en raison de leur non-respect des conditions de travail requises entre 2009 et 2012. Une évaluation préliminaire a été menée auprès d'environ 75 organismes travaillant dans le domaine de la qualité, qui comprend le domaine de la normalisation, de l'analyse, des études et des expérimentations techniques. Les frais d'obtention du document de l'organisme algérien d'accréditation ne dépassent pas 5,1 millions de dinars algériens, d'un autre côté, l'organisme fournit d'autres aides, telles que des frais spécialisés dans le domaine requis, qui accompagnent l'entreprise dans ses activités pendant une période de 6 mois. Il est à noter que la première entreprise à obtenir le certificat d'agrément présenté par l'organisme algérien d'agrément été l'entreprise algérienne spécialisée dans l'inspection et le contrôle des entreprises industriels, qui a été créée en 1994 en partenariat avec une entreprise allemande.

6. Prix Algérien de la Qualité

Les entreprises de toutes sortes sont devenues le principal moteur de l'économie nationale algérienne. Cela est dû à ce qu'elles apportent au processus du développement économique à travers leurs capacités à créer la richesse, offrir des opportunités d'emploi et à faire avancer la roue de la croissance économique, puis à assurer la prospérité et le bien-être pour toute la société. Or, ces entreprises travaillent aujourd'hui dans un environnement hautement concurrentiel, compte tenu de l'ouverture du marché national à la concurrence internationale, qui empêche leur progression et leur développement, mais menace plutôt leur survie et la continuité de leur activité. Les organismes algériens se sont empressés de prendre certaines mesures, dont un ensemble de textes législatifs afin de promouvoir, développer, et stimuler les entreprises nationales, afin d'être un soutien fort à l'économie algérienne, qui repose

principalement sur l'exploitation des hydrocarbures et d'ouvrir la voie aux entreprises économiques extérieures au secteur des hydrocarbures afin de s'intégrer dans le dynamisme économique mondial.

La meilleure preuve de l'intérêt des organismes algériens pour les entreprises économiques est la création du Prix Algérien de la Qualité par le décret exécutif n°02-05 du 06 janvier 2002 sous la tutelle du Ministère chargé de la Normalisation (Ministère de l'Industrie), sous la forme d'une récompense financière de (2.000.000 DA) deux millions de dinars algériens et d'un certificat honorifique attribué par un jury désigné par le même Ministère. Parmi les entreprises qui ont reçu le Prix de la Qualité ; (BCR) le 19 décembre 2005, choisie parmi 18 autres entreprises ayant participé au concours, et la valeur de la récompense financière était estimée à 2.000.000 DA, avec l'attribution d'un certificat de promotion et d'un cadeau honorifique.

De nombreuses entreprises algériennes ont également reçu le Prix Algérien de la Qualité, comme l'algérienne de réalisation d'équipements et d'infrastructures métalliques (ALRIN) en 2006 puis en 2007, ainsi que (TRANSMEX) de (SONALGAZ) en 2008 et le port de Bejaïa, choisi parmi 16 entreprises participantes en 2009. En 2010, l'entreprise nationale des peintures (ENAP) a reçu le prix. Elle représente 70 % du marché national, avec une capacité de production de 125 000 tonnes de peintures. Quant au premier prix dans sa neuvième édition en 2011, revient au Groupe Condor. Deux autres entreprises (ENIEM) et (Knauf plâtre fleurus) ont reçu le Prix en 2013 et 2014 successivement, ainsi que la (SNTF) et (Vénus) en 2015. En 2017 l'entreprise (condor) puis le groupe (JICA) de Laaïn El Kabira de Sétif en 2018, et (Sital) pour la fabrication et la maintenance des tramways en 2019.

Il ressort clairement l'intérêt et le soutien des organismes algériens pour les entreprises économiques dans toutes les régions du pays en les motivant à participer aux activités d'amélioration nécessaires, afin d'obtenir un avantage concurrentiel et adopter la démarche de qualité comme point d'entrée fondamental pour l'amélioration de la qualité des produits et services.

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accreditation Dans L'assurance Qualite Des Produits Algériens

6. Rôle L'institut Algérien de Normalisation et ses dispositifs d'accompagnement pour assurer la qualité des produits, protéger et développer l'économie nationale

La qualité des produits dépend du degré de précision dans les normes que prescrit et exige l'État. La situation actuelle de la normalisation en Algérie est marquée par des progrès remarquables. Avant, la mission de l'institut algérien de normalisation ne faisait que donner les normes ainsi que des certificats de conformité et de formations et non pas de contrôler la conformité des produits commercialisés en Algérie avec des normes appropriées. Cependant, avec la nouvelle stratégie et organisation, l'institut a le droit de contrôler et d'exécuter en coordonnant avec d'autres organismes de contrôle, en poursuivant l'application des normes et règlements techniques qui contribuent à limiter les fraudes.

Afin d'améliorer la qualité des marchandises et des produits, fournir la sécurité et se protéger de la contrefaçon, l'institut algérien de normalisation a adopté la stratégie d'amélioration continue de la qualité, étant donné que les normes techniques et les réglementations qu'elle approuve comprennent les exigences techniques nécessaires, qu'il considère comme le meilleur moyen d'assurer la qualité et d'empêcher l'entrée des biens et les produits contrefaits et de mauvaises qualités. Afin d'activer son rôle de contrôle, l'institut examine certains produits à partir de produits fabriqués localement et importés de certains organismes de contrôle, comme le Ministère du Commerce et de l'industrie, ainsi que les municipalités et la douane, en cherchant à réduire le phénomène de fraude et de contrefaçon.

Voulant soutenir l'institut algérien de normalisation et afin de montrer la bonne qualité des produits localement importés, le législateur a pris plusieurs dispositions pour contrôler l'application des normes algériennes, et faire promouvoir l'activité de normalisation dans les entreprises nationales, où il a instauré plusieurs organismes de contrôle, dotés de moyens matériels et humains techniquement compétents et bien structurés pour intervenir en cas de nécessité, tels que :

- **Les organismes administratifs** : leur mission est de contrôler les produits et services exposés pour être consommés.
- **Contrôle la qualité et répression des fraudes** : comprend des employés et des qualifiés pour effectuer des enquêtes, éviter les risques et préserver la santé du consommateur.
- **Laboratoires d'essais et d'analyses de la qualité** : Contrôler les produits avant qu'ils ne soient fabriqués, en raison de leur nature et des dangers qui en découlent, en prélevant un ou des échantillons pour les analyser. On peut trouver trois types de laboratoires d'analyses de qualité :
 - ← laboratoires indépendants d'analyses.
 - ← laboratoires Certifiés dans le cadre de la répression de la fraude
 - ← laboratoires agréés de qualité et répression des fraudes.
- **Réseau de laboratoires d'essais et analyse de qualité** : vise à améliorer et analyser la qualité des services, afin de protéger les consommateurs, les informer et améliorer la qualité des produits qu'ils consomment.
- **Les organismes judiciaires** : leur rôle c'est la protection des consommateurs, en prenant des décisions et procédures administratives en cas de nécessité (les maires, le procureur général. etc).
- **Le Conseil National de la protection du consommateur** : Il est considéré comme un organe consultatif auprès du Ministre chargé de qualité, qui vise à améliorer la qualité et à contrôler la sécurité des biens et des services et protéger les intérêts matériels et moraux des consommateurs.
- **L'association de la protection du consommateur** : C'est une association chargée de défendre le consommateur, l'informer et le sensibiliser à travers les études et les médias.

Le législateur impose au producteur, importateur et distributeur d'effectuer des analyses de la qualité des produits et contrôler la conformité des matériaux qu'ils produisent, ou qu'ils veulent commercer, avant qu'ils ne soient proposés à la consommation. L'entrée des produits importés destinés à la consommation est

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accreditation Dans L'assurance Qualite Des Produits Algériens

également soumise à l'inspection au préalable, effectuée par les services de l'administration chargés du contrôle de la qualité et la répression des fraudes au niveau des frontières, avant le traitement douanier, en déposant d'un dossier d'examen général pouvant être complété par un examen approfondi du produit. Les douanes peuvent exiger de l'importateur de déposer tous les documents relatifs à la conformité et la qualité obtenus par le fournisseur du pays d'origine, afin de vérifier que tout est conforme aux normes approuvées, légales et réglementaires.

Cependant, et malgré tous les efforts consentis, la difficulté de contrôler l'ensemble des biens commercialisés demeure même dans les pays développés, entre 5 et 7 % des produits commercialisés dans l'union européenne sont des biens et contrefaçons. Quant en Algérie, et malgré le décret exécutif n 22 de 2004 relatif à la normalisation, et l'obligation de toutes les entreprises de déposer le certificat de conformité aux normes et la protection du consommateur avant de commercialiser les produits, nous constatons que des milliers d'entreprises économiques et industrielles ne respectent pas les conditions et procédures de normalisation convenues, leurs produits sont loin des normes de la santé publique et la protection de l'économie nationale. Selon les statistiques de l'institut algérien de normalisation, 142 entreprises sont soumises à la normalisation à la fin de 2012, le reste travaille d'une manière aléatoire. C'est pourquoi, l'institut algérien pour la normalisation ne manque aucune occasion d'appeler les entreprises économiques publiques et privées à la nécessité de soumettre leurs produits aux normes de normalisation applicables en contrôlant leur qualité afin de préserver d'une part la santé du consommateur, d'autre part protéger l'économie nationale, en les invitant à participer aux travaux des comités techniques de l'institut.

7. Conclusion

En conclusion, nous pouvons dire que le système de normalisation reste incapable. Cela s'explique par la réticence des acteurs économiques et industriels à travailler en appliquant les textes réglementaires et la loi 04/04 de normalisation, ainsi que l'unification des normes algériennes avec les normes de l'organisation internationale de normalisation (ISO). Cette activité ne peut s'appliquer que par des entreprises qui prennent la normalisation

comme moyen de compétitivité, en facilitant l'adhésion de notre pays à l'organisation mondiale du commerce. C'est ce qui conduit toutes les organisations à participer dans la l'application des activités de normalisation pour le développement de la économie nationale.

Notant aussi qu'assurer la qualité des produits et protéger l'économie du phénomène de la contrefaçon et la fraude, nécessite beaucoup de coordinations entre l'institut algérien de normalisation et les différents organismes de réglementation et ministères, et commencer ainsi d'augmenter progressivement les exigences réglementaires, la conformité et le respect des normes du système de la qualité qui affecte directement le citoyen, en augmentant le contrôle en reliant tout cela aux variables économiques et les organismes concernés, pour que l'application des normes nationales contribue à la réalisation des objectifs économiques.

Bibliographie

1. Abdellatif Khamkhem(1995) , La dynamique du contrôle de gestion .Dunod , 2 Eme Edition , Paris.
2. A.Burlaud , J.Y Eglem , P Mykita (1995), Dictionnaire De Gestion .Editions Fousher , Paris.
3. - ALAIN MARION (1999). Le Diagnostic De l'Entreprise Méthodes et Processus . Edition Economica , Paris.
4. Capron, M., Chiapello, E., Colasse, B., Mangenot, M., & Richard, J.(2005).Les normes comptables internationales, instruments du capitalisme financier.La Découverte.
5. DU CO COMMERCE,C. P. L.D.(2000).Conseil économiqueetsocial.
6. ECOPASS, Guide de Référentiel De Développement Durable(2008), Quel Outils Pour Votre De Développement Durable . 2eme Edition.
7. Graz, J. C., & Niang, N. (2013). La normalisation des services dans lamondialisation.*Académique*.
8. Jean Brilman (2001), Les meilleures pratiques du management . 3 Eme Edition , Edition Organisation , Paris. .
9. Jean Luis Viargues (2001), Le guide Du Manager d'Equipe . Edition d'Organisation, Paris.
10. Jhon Beckford (1998), Quality a Critical Introduction . Routledge , London , England.
11. NICOLE VICTOR BELIN(1996) . Prèvenir pour construire , Paris , 1996.

L'efficacite Des Organismes De Normalisation et D'accreditation Dans L'assurance Qualite Des Produits Algériens

12. Rolland, S. (2009). Un bilan de 20 ans de certification des systèmes de management de la qualité: les apports perçus de la certification ISO 9000 par les managers. *Management & Avenir*, 29(9).

13. Touraine, A. (2001). *Beyond neoliberalism*. Cambridge: Polity Press.

• Articles de Journaux

1. Boiral, O. (2008). Les pays du sud à l'épreuve des normes ISO: vers un sous-développement durable? *Management international*, 12(2), 49-54.
2. Document de Benoît Bayenet (2014): PERFORMANCE ET FINANCEMENT DES UNIVERSITES, <http://www.itinerainstitute.org/sites/default/files/articles/pdf/20121113dpcbayenetfr.pdf>, 11/09/2014, p. 6.
3. Document de Anne Cazenave et Marine Verley (2000): du système de management intégré vers un management par la qualité totale, www.allquality.org, Juillet 2004, p. 23.
4. Joseph M Juran, Juran quality, and century of improvement (2005): The best of quality. American Society For Quality, Milwaukee, USA, p. 71.
5. Martinez-Costa, M. et A. Martinez-Lorente (2007) « A triple analysis of ISO 9000 effects on company performance » *Journal of Productivity and Performance Management*, Vol. 56, No. 5-6.
6. Poksinska, B., Dahlgard, J. and Antoni, M. (2002), « The state of ISO 9000 certification: a study of Swedish organizations », *The TQM Magazine*, Vol. 14 No. 5.
7. Raman Sukhija, Quality management: an excellence model. Global Indian Publications PVT Ltd, New Delhi, India, 2009, p. 163-167.
8. Williams, J. (2004), "The impact of motivating factors on implementation of ISO 9001:2000 registration process", *Management Research News*, Vol. 27 N° 1/2.

• Webographie

- ISO Survey, 2012 (http://www.iso.org/iso/iso-survey_2012.zip)
- ISO Survey, 2013 (http://www.iso.org/iso/iso-survey_2013.zip)